



COMMUNIQUÉ SUITE AU COMITÉ TECHNIQUE DE L'ACADÉMIE DE PARIS - 11 JANVIER 2022

Pour dénoncer la gestion erratique et méprisante de la crise sanitaire dans l'éducation, la FSU, la FNEC-FP FO, l'UNSA Education, SUD éducation, le SGEN-CFDT et la CGT Educ'action quittent le CTA de l'académie de Paris, ce jour, mardi 11 janvier. L'exaspération et l'épuisement des personnels atteint des niveaux inédits. La responsabilité du ministre et du gouvernement dans cette situation chaotique est totale du fait de changements de pied incessants, de protocoles intenable et d'absence de moyens donnés pour assurer le fonctionnement des écoles, collèges, lycées, CIO et services administratifs. Par ailleurs, les annonces du recteur concernant le recrutement de mères de familles d'une part, de retraité-es d'autre part, puis d'étudiant·es à bac +2 pour pallier les remplacements de professeur·es absent·es sont inacceptables. Elles sont aussi révélatrices des carences en remplacement, conséquences des suppressions de postes.

Suite aux demandes ubuesques faites aux écoles, et au manque de réponses apportées aux représentant·es du personnel, les organisations syndicales ont demandé une suspension de séance. A la fin de cette suspension, quelques réponses ont été apportées pour le premier degré mais elles sont insuffisantes.

Non aux réunions inutiles !

Jamais à l'abri d'une marque supplémentaire de mépris, le Recteur de l'académie de Paris a invité les directrices et directeurs de l'académie à une réunion ce mardi 11 janvier, en compagnie des IEN, la veille pour le lendemain. Face à la colère qui bout dans les écoles, le Recteur a sans doute pensé qu'il était urgent de donner l'illusion de la concertation. Mais nul besoin de réunions inutiles, servant la communication ministérielle, rajoutant encore une couche de travail aux directeur·trices alors que les écoles sont dans la désorganisation la plus totale. Nul besoin non plus de réunir les directeurs et directrices en même temps que les IEN alors qu'ils et elles n'ont ni les mêmes missions ni les mêmes responsabilités. Les organisations syndicales du 1er degré ont exigé que cette réunion soit décalée et elles soutiendront tou-te-s les collègues qui feront le choix de ne pas accepter cette invitation.

Accueil des enfants de soignant·es : respect du droit de grève

Après des ordres et contre-ordres insupportables mais surtout illégaux, les représentant·es du personnel ont obtenu satisfaction : l'Éducation nationale n'organisera pas l'accueil des enfants de soignant·es à l'occasion de la journée de grève du 13 janvier. Si plus de 25% des enseignant·es ont déposé une déclaration d'intention de grève, c'est à la municipalité d'organiser le service minimum d'accueil. Le directeur d'académie s'est engagé à ce que cela ne donne aucun travail de plus aux directeurs et directrices. L'académie a indiqué avoir les listes d'enfants de soignant·es et a dit avoir demandé à la Ville de Paris de s'occuper de la mise en place du SMA.

Non à l'exigence de mettre en place des kits pédagogiques !

Les organisations syndicales du 1er degré ont exigé qu'aucune pression ne soit exercée sur les personnels et les écoles pour la mise en place de kits pédagogiques, dont la pertinence est largement discutable. Les organisations syndicales estiment que c'est à l'Académie et non aux personnels déjà submergés de fournir ces kits pédagogiques. Le Directeur de l'Académie n'a pas répondu clairement à cette demande.

Les organisations syndicales du 1er degré invitent les collègues à ne pas répondre à cette demande et à les informer de toute pression. Un·e collègue arrêté·e ne travaille pas et ce n'est pas non plus à l'équipe enseignante de pallier le manque de remplaçant·es en assurant la continuité pédagogique de leurs collègues absent·es. Les organisations syndicales ont demandé que cette règle soit écrite par le DASEN.

Non aux suppressions de postes !

Les suppressions de centaines d'heures dans les DHG du second degré dégradent encore les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignant·es. La gestion indigente de la crise sanitaire met en difficulté élèves et enseignant·es pour les échéances à venir (programmes, examens...). D'année en année, le vivier de professeur·es remplaçant·es s'amenuise, y compris dans cette période, où les besoins sont criants.

La FSU, la FNEC-FP FO, l'UNSA Education, SUD éducation, le SGEN-CFDT et la CGT Educ'action appellent l'ensemble des personnels à se mettre en grève et l'ensemble de la communauté éducative à se mobiliser jeudi 13 janvier pour faire entendre leur colère et obtenir une politique cohérente de protection et de prévention à la hauteur des enjeux sanitaires, scolaires et sociaux.

Cela passe par une autre gestion de l'épidémie à l'École en élaborant un protocole viable et qui ne mette pas en difficulté l'ensemble des personnels sur la gestion des cas positifs, des cas contacts et des campagnes de tests préventifs. Il faut doter d'équipements de protection les personnels, les écoles et les établissements et attribuer les moyens humains nécessaires notamment par la création de postes via les listes complémentaires, tout en programmant dès maintenant un collectif budgétaire.